



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Persécutions politiques à Brazzaville : l'urgence d'agir diplomatiquement !

Question écrite n° 8344

Texte de la question

M. Louis Aliot alerte M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation des opposants politiques au Congo-Brazzaville et les persécutions subies. M. le député alerte depuis déjà longtemps (lorsqu'il était parlementaire européen), les dirigeants français sur la situation catastrophique des libertés politiques et démocratiques ainsi que sur les atteintes aux droits de l'Homme dans ce pays pourtant ami de la France. Après un référendum douteux et des élections présidentielles suspectes en ce qui concerne les résultats, le pouvoir en place à Brazzaville a multiplié les arrestations arbitraires de pratiquement tous les opposants politiques qui se sont présentés à ces élections. Assignations à résidence, surveillance généralisée et même détentions arbitraires avec à la clef un véritable procès de Moscou pour le Général Mokoko, ancien saint-cyrien, dont tout porte à croire qu'il a été le véritable vainqueur de l'élection présidentielle. M. le député a aussi alerté sur la situation dramatique dans la région du Pool où des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées et dont beaucoup ont été victimes d'exactions et de violences de la part de l'armée gouvernementale comme la presse l'a relaté non sans difficultés. Il semble que pour les occidentaux, les victimes n'aient pas la même valeur au Congo qu'en Libye ou en Syrie... et que les réponses des gouvernements soient à géométrie variable en fonction des « amis » au pouvoir. Il faudra un jour chercher à savoir pourquoi. Si la France ne pouvait s'immiscer dans le processus électoral d'une nation étrangère, elle se devait en revanche de rappeler les principes démocratiques élémentaires et user de son influence pour protéger les droits de l'opposition, les droits de l'Homme, comme elle sait si bien le faire dans d'autres endroits du globe et dans d'autres situations. Il est urgent d'agir et urgent de demander des explications au gouvernement congolais. Il est même impératif d'intervenir énergiquement auprès de celui-ci afin de lui montrer que la France n'entend pas tolérer ces atteintes graves aux libertés humaines et aux principes démocratiques. Après la suspicion de corruption qui pèse sur de grands groupes français en Afrique, la France s'honorerait à défendre les populations civiles qui souffrent toujours plus des violences d'État et des conséquences d'une politique économique désastreuse qui conduira à la faillite, et peut-être au chaos. La France s'honorerait à demander la libération immédiate des prisonniers politiques et la fin des persécutions. C'est à ce prix que la France retrouvera une crédibilité auprès des amis africains qui la regardent. L'Afrique de demain sera un continent très important pour la sécurité et la prospérité françaises. Il est temps de changer les priorités, de rompre de vieilles relations douteuses pour faire confiance à une jeunesse qui rêve de paix, de développement, de sécurité. Il souhaite donc connaître ses intentions sur cette question.

Texte de la réponse

La France suit avec attention la situation au Congo-Brazzaville, pays ami et partenaire, s'agissant notamment de la situation des droits de l'Homme et de la situation humanitaire dans la région du Pool. La France a marqué à plusieurs reprises son attention sur la situation des opposants détenus et rappelé son attachement à la préservation des libertés publiques et au respect de l'État de droit. Elle a appelé les autorités à prendre des initiatives en vue de favoriser le dialogue et le rassemblement de tous les Congolais. S'agissant de la situation dans la région du Pool, la France a apporté en 2017 une contribution à l'aide humanitaire en faveur des populations déplacées, en soutenant les projets du Programme alimentaire mondial et de la Croix-Rouge

française, pour un montant de 400 000 euros. La France reste enfin attentive à la situation économique et financière du Congo-Brazzaville qu'elle encourage à conclure au plus vite un programme avec le FMI. D'une manière générale et constante, les enjeux de protection et de promotion des droits de l'Homme tiennent une place importante dans les échanges, au plus haut niveau, avec les autorités du Congo.

Données clés

Auteur : [M. Louis Aliot](#)

Circonscription : Pyrénées-Orientales (2^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8344

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : [Europe et affaires étrangères](#)

Ministère attributaire : [Europe et affaires étrangères](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 mai 2018](#), page 3988

Réponse publiée au JO le : [17 juillet 2018](#), page 6397